

# LE SALON DES TIC EST DE RETOUR À ALGER

## Pour généraliser l'usage des technologies de l'information

**Après six ans d'absence, le Salon international du futur technologique (Siftech) est de retour à Alger. Les organisateurs promettent de faire de cette 12<sup>e</sup> édition un événement professionnel exclusivement dédié aux technologies de l'information et de la communication (TIC).**

**Irane Belkhedim - Alger (Le Soir)** - «Nous revenons parce que les Algériens s'intéressent aux technologies de l'information. Il y a une demande réelle au niveau des opérateurs. Il y a des attentes et des besoins qui s'expriment aujourd'hui», a déclaré hier Mustapha Chaouch, directeur général de Krizalid communication et organisateur de cet événement, lors d'une rencontre tenue avec la presse au palais de la Culture.

Prévu du 17 au 19 mai au palais de la Culture Moufdi-Zakaria (de 10h à 18h), cette nouvelle édition compte sur la participation des membres de l'Association algérienne des fournisseurs de services Internet (AAFSI), AITA (Algerian Information Technology Association) et de l'Association algérienne des Sociétés

de service et éditeurs de logiciels (AASSEL). L'organisation du Siftech s'est arrêtée en 2005. Les raisons de cette absence sont simples, selon Mustapha Chaouch. «J'étais parti ailleurs. Je me voyais vieux. Je pensais que mon équipe allait continuer, visiblement non, elle a développé d'autres salons et a laissé tomber celui des TIC.»

Un retour exigé surtout par les besoins du marché. Le Siftech, estime Mustapha Chaouch, a permis la vulgarisation et l'utilisation des TIC et de faire lever un tabou qui a longtemps été le monopole de l'Etat et de quelques ingénieurs. Ce qui n'est plus le cas aujourd'hui, puisque l'utilisation des outils technologiques s'est généralisée dans le pays.

«En toute modestie, environ 500 entreprises sont nées à travers le



Mustapha Chaouch, directeur général de Krizalid communication.

Siftech. Près de 6 000 autres visitent ce salon et s'inspirent de ses idées comme la création d'entreprises de maintenance, d'école de formation... Quand les visiteurs regardent les expositions, ils se disent pourquoi pas ça chez nous ?», a-t-il soutenu.

De la petite application logicielle au lancement du satellite, 75 expo-

sants sont attendus pour présenter leur maîtrise de divers équipements et solutions proposés.

En marge de ce salon, quatre demi-journées de conférences et une dizaine d'ateliers seront organisés. La modernisation de l'Etat et l'infrastructure et les réseaux intelligents, la monétique et le commerce électro-

nique, la recherche développement et perspective, la stratégie e-algérie seront parmi les thèmes qui seront abordés par les professionnels.

En outre, une dizaine de start'up présenteront leurs projets et leurs activités au niveau d'espaces dédiés, elles promouvront le génie algérien. Dans le village numérique, le visiteur pourra découvrir plusieurs applications développées (paiement électronique, portail citoyen, secrétariat virtuel...). A La bourse de l'emploi dans les TIC, les demandeurs d'emploi pourront postuler aux centaines de postes proposés par des entreprises nationales.

Enfin, le Siftech compte célébrer la Journée mondiale des télécommunications et de la société de l'information sous le thème «Mieux vivre dans les communautés rurales grâce aux TIC». Dans ce cadre, des cyberbus sillonneront le pays, de village en village, pour faire découvrir, initier et faire apprécier les possibilités offertes par les TIC et le numérique.

I. B.

### ENTV

## Le torchon brûle entre le syndicat et l'administration

**Dans un communiqué parvenu hier à notre rédaction, le syndicat de l'ENTV, affilié à l'UGTA, s'est violemment attaqué à l'administration de la télévision nationale, énumérant un nombre d'actes de gestion. Ainsi, son réquisitoire s'est articulé autour d'une question non moins négativiste : «De quoi peut se targuer positivement cette administration ?» Synthèse...**

Selon les termes du communiqué, document signé par le SG de la section syndicale M. Redouane Laggoune, «l'administration n'a pas de grille de programmes», pour la simple raison, avance son rédacteur, «qu'elle n'est pas en mesure de la tracer». A propos, il endosse à l'administration la responsabilité de la baisse des revenus publicitaires et de sponsoring des programmes, «conséquence, affirme-t-il, de la médiocrité des programmes que traduit justement l'absence d'une grille».

S'exprimant, précise-t-on, au nom du conseil syndical, le signataire du communiqué s'est, par ailleurs, interrogé sur le pourquoi de la non-tenue des réunions annuelles du conseil d'administration de l'entreprise. «Un établissement au statut

d'Epic, comme notre télévision, doit tenir, au minimum, deux réunions annuelles du conseil d'administration. Depuis plus d'une année, le conseil d'administration ne s'est pas réuni. Une seule question : pourquoi ?», peut-on lire dans le communiqué.

Il pose ensuite une autre question, relative au rétrécissement du budget de fonctionnement, chose, ajoute-t-il, qui n'est pas en phase avec les besoins réels de l'entreprise : «Est-il normal que le budget de fonctionnement de la télévision n'ait pas évolué d'un iota ; pire, il est en train de régresser, et ce, depuis l'avènement de cette administration, bien que les besoins pour le développement vital de l'établissement soient en constante évolution ?».

Le conseil syndical ne s'est pas arrêté là puisqu'il reproche encore à l'administration l'«abandon du plan de formation des techniciens et ingénieurs». Une entreprise qui fait, avance-t-il, «que les équipements de haute technologie tels que les cars HD et la régie multicanaux tournent au ralenti, à peine à 10% de leur capacité». Ceci, ajoute-il, en dépit «de la disponibilité du financement, assuré par le ministère de tutelle».

Pour clore, le conseil syndical accuse l'administration de faire fi des avertissements des experts de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) quant à la «numérisation urgente des archives qui risquent d'être perdues à jamais, la mise en veilleuse des différents mécanismes de gestion, comme le comité de participation ou le conseil d'administration (cité plus haut, ndlr)», l'«élimination de la cellule de contrôle et d'audit, principal organe de contrôle interne et, aussi, la nomination de cadres incompetents mais pistonnés aux postes de responsabilité».

R. N.

### FORUM D'EL MOUDJAHID

## La formation militaire pendant la guerre de Révolution en débat

**Dans le cadre de la célébration de la journée nationale de l'étudiant le 19 mai prochain, l'association culturelle Machaâl Echahid a organisé, hier, une conférence-débat au centre d'El Moudjahid sur la formation militaire durant la Révolution.**

A l'occasion, un hommage a été rendu au commandant Si Nouar. «Il n'était pas uniquement un enca-

dreur, il était aussi le père de tous les étudiants de l'époque», a commencé M. Guinifi son discours en

parlant du commandant défunt. Si Nouar, comme aimait à l'appeler ses élèves de l'époque, tenait beaucoup à la formation des jeunes, leur donner une base solide avant de rejoindre les rangs de l'armée. «Mon fils, l'Algérie sera un jour indépendante et aura besoin de cadres et j'ai décidé de t'envoyer

à l'étranger pour suivre une formation», se rappela l'élève qui a suivi une formation à l'école militaire de Baghdad sur ordre de Si Nouar.

Ses élèves ne tarissaient pas d'éloges à son égard. «Sans lui, on n'aurait sûrement pas fini notre formation, il était derrière chacun de nous et suivait notre parcours. Il a été d'un apport précieux dans la formation et l'encadrement», ont témoigné les intervenants.

Ces derniers ont, par ailleurs, souligné le grand apport des pays arabes, à l'exemple de l'Irak et de l'Egypte ou encore de la Chine et de l'ex-URSS pour les jeunes à cette époque-là. «De véritables partenaires dans le domaine de la formation», souligne-t-on.

La formation militaire, disent-ils, fut une étape importante dans le processus de préparation de l'après-indépendance.

S. A.

### GESTION DES DÉCHETS

## Vers un compromis entre les pays développés et ceux en voie de développement

La problématique des déchets dangereux pour la santé de l'homme et l'équilibre du milieu pose, visiblement, toujours problème. Comme solution, la commission des Nations unies pour le développement durable semble opter pour un compromis entre les pays développés et ceux en voie de développement.

Ceci facilitera, souligne un communiqué rendu public par le ministère de l'Aménagement du territoire, «la rédaction et l'établissement d'un programme

décennal sur la production et la consommation durable». Selon le même communiqué «ce programme, s'il est adopté, devra être soumis au sommet de la Terre de Rio (Brésil) dans un peu plus d'une année». Les travaux de la 19<sup>e</sup> session de la commission des Nations unies pour le développement durable, dont l'Algérie était vice-présidente du bureau, ont débuté le 2 mai dernier et ont pris fin, hier, à New York.

S. A.

### RELIZANE

## En voulant récupérer sa moto, un jeune homme tente de se suicider

Un drame a été évité de justesse dans la ville de Relizane, hier au niveau de la cité Complexe, a-t-on appris.

Un jeune homme, B. Y., âgé d'une trentaine d'années, a tenté de se suicider en se jetant du cinquième étage d'un immeuble situé à la cité Complexe. Faute de n'avoir pu récupérer sa moto qui a été mise en fourrière par les services de police, il a tenté de mettre fin à ses jours.

Les occupants de l'immeuble sont vite accourus pour dissuader le jeune en question de commettre l'irréparable. Une fois descendu, le jeune homme s'est aspergé d'alcool avant d'allumer son briquet, il fut arrêté par les éléments de la police.

La nouvelle s'est répandue telle une traînée de poudre dans toute la ville de Relizane.

A. Rahmane

### SIDI-BEL-ABBÈS

## Des milliards en ciment pour des projets fictifs

Pour des projets fictifs de 60, 40 et 20 logements dans la localité de Sfisef (Sidi-Bel-Abbès) et Zahana (Mascara), quelque 60 000 quintaux de ciment, dont 40 000 ont été déjà enlevés alors que le reste était en voie d'être livré, ont été achetés au niveau de la cimenterie de Zahana (Mascara) avec de faux documents. La gendarmerie de Sidi-Bel-Abbès, qui a diligenté l'enquête depuis plusieurs mois, est parvenue à arrêter 8 personnes domiciliées à Sfisef et Sidi-Bel-Abbès. Quatre ont été écrouées par le procureur de la République de Sfisef pour falsification de documents administratifs, de sceaux de l'Etat (impôts), de cahiers des charges pour projets fictifs et marchés avec des documents falsifiés. Deux des quatre personnes écrouées sont des entrepreneurs de projets fictifs. Les quatre autres personnes ont été relâchées.

A noter que le coût du ciment acheté pour ces projets fictifs avoisine les trois milliards de centimes, selon nos sources.

A. M.